

FOCUS



Aroni Chaudhuri - Économiste Afrique
Anna Farrugia - Analyste risque politique et géopolitique
Dominique Fruchter - Économiste Afrique
Basés à Paris, France

La multiplication des coups d'État en Afrique : une nouvelle ère plus instable ?

RÉSUMÉ EXÉCUTIF

En juillet et août 2023, des coups d'État ont eu lieu respectivement au Niger puis au Gabon, remettant un coup de projecteur sur ce type d'événements. Ils s'inscrivent en effet dans une tendance haussière de renversements de gouvernements depuis 2019 en Afrique centrale et de l'ouest, notamment au Sahel¹. Le Soudan (2019 et 2021), le Mali (2020 et 2021), la Guinée (2021) et le Burkina Faso (2022, avec deux coups d'État) ont notamment été le théâtre de ces bouleversements politiques. En se penchant sur l'évolution des coups d'État à l'échelle mondiale depuis les années 1950 jusqu'à aujourd'hui, on constate une plus grande concentration des coups en Afrique depuis le début des années 2000, une tendance qui se confirme particulièrement depuis ces cinq dernières années.

Les coups d'État sur le continent africain s'inscrivent dans un contexte mondial où s'affrontent des intérêts géostratégiques et économiques. L'évolution de leur fréquence et de leur dispersion géographique souligne l'importance de la mise en place et de l'application de normes régionales et internationales. L'application de sanctions à l'encontre des auteurs de coups d'État vise à soutenir les principes démocratiques et l'ordre constitutionnel, mais peut également impacter les populations et économies des pays concernés. L'analyse de la variation des flux d'aide publique au développement (APD) entre l'année précédant un coup d'État réussi en Afrique et l'année suivante, offre une perspective sur le comportement des pays donateurs et les mécanismes de sanction liés à une réduction de l'aide étrangère. Les tendances historiques signalent une évolution de ces comportements. Durant la Guerre froide, on observe un équilibre entre les augmentations et les diminutions des flux d'aides. Après 1990, des sanctions² plus systématiques et sévères sont suggérées par notre analyse. Toutefois, dans la période plus récente, entre 2011-2021, nous avons assisté à un retour partiel à une dynamique similaire à celle de la Guerre froide, dans un monde multipolaire où l'Afrique demeure un terrain d'intérêts multiples et conflictuels.

1 - Burkina Faso, Mali, Mauritanie, Niger, Soudan et Tchad.

2 - Dans notre analyse, nous considérons qu'une réduction de l'APD en réponse à un coup d'État réussi correspond à une forme de sanction des pays donateurs. Toutefois, toute diminution de l'APD à la suite d'un coup d'État ne peut pas nécessairement être attribuée à une intention de sanction.

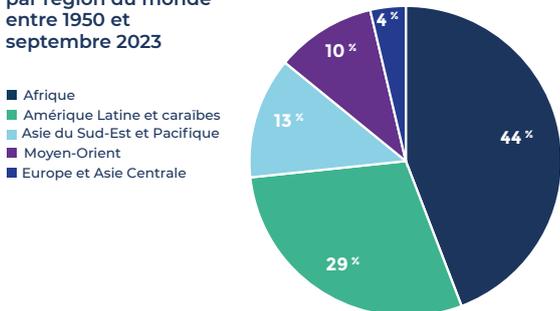
L'importance de l'Afrique dans l'évolution historique des coups d'État à l'échelle mondiale

Une concentration des coups d'État en Afrique depuis le début du siècle

Le dernier coup d'État, recensé au Gabon en août 2023, s'inscrit dans une longue série de renversements de gouvernements ayant marqué le continent africain depuis les années 1950. Cette observation prend son sens à la lumière des travaux des politologues américains Jonathan M. Powell et Clayton L. Thyne. Depuis la publication de leur article pionnier *"Global instances of coups from 1950 to 2010: A new dataset"* (2011), ces derniers actualisent leur base de données recensant les coups d'État réussis ou manqués à partir de 1952. Selon leur définition, communément admise, un coup d'État correspond à une « tentative illégale et manifeste de l'armée ou de l'élite au sein de l'appareil d'État de renverser l'exécutif en place par des moyens anticonstitutionnels », avec ou sans violences. Dans leur analyse, ces derniers distinguent les coups d'État réussis, c'est-à-dire lorsque les auteurs s'emparent du pouvoir et le conservent pendant au moins une semaine, et les coups d'État manqués.

Depuis 1950 jusqu'à septembre 2023, 491 coups d'État, dont 245 réussis, ont été répertoriés dans 97 pays. Sur cette période, l'Amérique Latine et l'Afrique se distinguent comme les deux régions du monde les plus touchées (Graphique 1), représentant respectivement 29 % et 44 % des coups enregistrés.

Graphique 1 - Répartition du nombre total de coups d'État par région du monde entre 1950 et septembre 2023



Sources : Coface, Données de Jonathan M. Powell et Clayton L. Thyne

La Bolivie et l'Argentine présentent le plus grand nombre de coups d'État (Tableau 1), totalisant respectivement 23 et 20, suivies par le Soudan (17)³, le Venezuela (13), Haïti (13) et la Syrie (12). Pour les pays ayant connu plusieurs coups, à l'exception du Venezuela, il est également notable que les taux de réussite des coups d'État sont élevés, en particulier pour les pays africains de ce classement : par exemple, 90 % des coups ont réussi au Burkina Faso, tandis que le taux atteint 50 % pour la Sierra Leone et le Ghana. Les données sur les coups d'État signalent une tendance à la baisse de ces événements à l'échelle

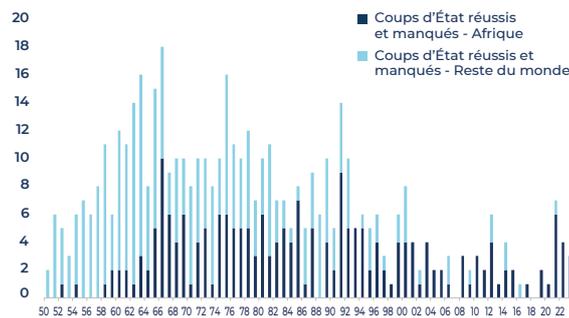
Tableau 1 - Les 15 pays ayant connu le plus de coups d'État dans le monde entre 1950 et septembre 2023

Pays	Nombre total de coups d'État	Nombre total de coups réussis	Taux de réussite
Bolivie	23	11	48%
Argentine	20	7	35%
Soudan	17	6	35%
Venezuela	13	0	0%
Haïti	13	9	69%
Syrie	12	8	67%
Thaïlande	12	8	67%
Irak	12	4	33%
Burundi	11	5	45%
Équateur	11	5	45%
Sierra Leone	10	5	50%
Ghana	10	5	50%
Guatemala	10	5	50%
Honduras	10	6	60%
Burkina Faso	10	9	90%

Sources : Coface, Données de Jonathan M. Powell et Clayton L. Thyne

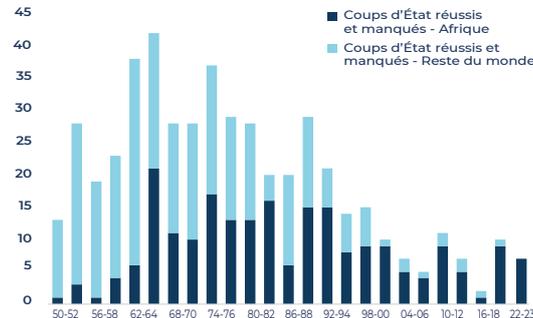
mondiale depuis le milieu des années 1960 jusqu'à la période récente. Cependant, depuis 2020, on peut observer une augmentation des coups, marquée par une concentration particulièrement prononcée en Afrique (Graphiques 2 et 3)⁴. Depuis les années 1990, il y a systématiquement eu plus de coups en Afrique que dans le reste du monde. En moyenne, entre 2000 et 2023, 81 % des coups ont été recensés sur le continent, comparé à 24 % entre 1950 et 1975 et 56 % entre 1976 et 1999. Certaines années ont même vu exclusivement des coups se produire le continent, comme en 2001, 2005, 2010, 2011, 2015, 2019, 2022 et 2023. Cela souligne l'importance de l'Afrique dans l'évolution historique et récente des coups d'État.

Graphique 2 - Nombre de tentatives de coups d'État en Afrique et dans le reste du monde



Données disponibles jusqu'en septembre 2023
Sources : Coface, Données de Jonathan M. Powell et Clayton L. Thyne

Graphique 3 - Nombre de tentatives de coups d'État en Afrique et dans le reste du monde par périodes de trois ans



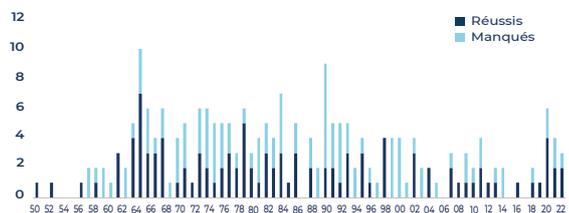
Données disponibles jusqu'en septembre 2023
Sources : Coface, Données de Jonathan M. Powell et Clayton L. Thyne

La multiplication des coups d'État depuis 2020 en Afrique s'accompagne de taux de réussite plus élevés

En examinant spécifiquement le continent africain (Graphique 4), on constate que l'accalmie observée au niveau mondial, à partir des années 2000, se confirme également sur le continent. Autrement dit, la tendance baissière des coups d'État au niveau mondial n'est pas simplement liée à la baisse des coups dans le reste du monde. La réaccélération des tentatives de coups ces dernières années est, elle, essentiellement imputable aux événements en Afrique.

Autre fait marquant depuis le début de la décennie : les tentatives de coups d'État en Afrique ont un taux de

Graphique 4 - Coups d'État réussis et manqués en Afrique, 1952-2023



Données disponibles jusqu'en septembre 2023
Sources : Coface, Données de Jonathan M. Powell et Clayton L. Thyne

3 - Recensant le plus grand nombre de coups d'État en Afrique depuis 1958
4 - 45 pays du continent africain sont concernés

réussite plus élevé (64 % - **Tableau 2**) que celles des décennies précédentes (36 % entre 2000 et 2009, et 47 % entre 2010 et 2019).

Les taux de réussite dans le reste du monde, jusqu'à la période 2010-2019, sont influencés par les coups d'État réussis en Amérique latine (51 % des coups réussis pendant cette période), et dans une moindre mesure, en Asie (23 %) et au Moyen-Orient (21 %). Depuis 2020, le seul coup d'État réussi dans le reste du monde a été celui au Myanmar en 2021.

En y regardant de plus près, ces événements récents, marqués par une série de prises (ou de tentatives) de contrôle militaire, se sont principalement produits dans et autour de la région du Sahel, touchant des pays tels que la République centrafricaine, le Tchad, le Mali, la Guinée, le Burkina Faso, le Niger et le Soudan. Dans cette zone, ils concernent particulièrement les pays francophones de l'Afrique centrale et de l'Ouest, puisque, depuis 2020, 10 des 14 tentatives de coups d'État (dont 8 des 9 réussis) y ont eu lieu. Ce constat n'est pas complètement nouveau, puisque, depuis 2000, sur les 26 coups réussis en Afrique, quinze l'ont été dans des pays francophones⁵.

Tableau 2 - Nombre total et taux de réussite des coups d'État en Afrique par décennie, en perspective avec le reste du monde (RDM)

Décennie	Coups d'État Afrique RDM		Nombre total de coups réussis Afrique RDM		Taux de réussite Afrique RDM	
	Afrique	RDM	Afrique	RDM	Afrique	RDM
1950-1959	5	55	3	27	60%	49%
1960-1969	41	82	25	42	61%	51%
1970-1979	41	61	17	38	41%	62%
1980-1989	39	39	22	16	56%	41%
1990-1999	39	22	16	6	41%	27%
2000-2009	22	8	8	4	36%	50%
2010-2019	17	5	8	3	47%	60%
2020-2023	14	1	9	1	64%	100%
Total	218	273	108	137	-	-

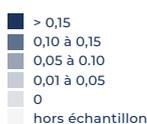
Sources : Coface, Données de Jonathan M. Powell et Clayton L. Thyne

Une moindre dispersion géographique des coups d'État et une concentration persistante des coups dans la bande sahélienne depuis 1952

Pour confirmer les tendances de coups d'État en Afrique, nous avons analysé l'évolution historique de la fréquence et de la dispersion géographique des coups d'État au sein même du continent sous le prisme de trois périodes clés (**Graphique 5**). Plus précisément, la notion de fréquence des coups d'État mesure le nombre de tentatives de coup d'État pour un pays pendant une période donnée, divisé par le nombre d'années de cette période. Cela permet également de contrôler les données pour les pays ayant obtenu leur indépendance au cours des 70 dernières années, ce qui concerne une grande majorité des pays du continent. Par exemple, un pays devenu indépendant depuis 1952 aura une fréquence de coups calculée en divisant le nombre de coups par (dernière année de la période - l'année d'indépendance). Les trois périodes retenues, qui nous permettront également d'analyser le comportement des flux d'aides, les suivantes :

Graphique 5 - Dispersion géographique et fréquence des coups d'État⁶ sur trois périodes

Nombre de coups d'État
divisés par le nombre
d'années dans l'échantillon



Sources : Données de Jonathan M. Powell et Clayton L. Thyne, CNRS, calculs Coface

- **La période de Guerre froide (1950–1989)**, est une période caractérisée par une fréquence élevée et une vaste dispersion géographique des coups d'État. Ces événements trouvent leurs racines dans les bouleversements post-indépendance des années 1960. Les institutions nouvellement établies étaient intrinsèquement fragiles, contribuant à l'instabilité et à la difficulté de consolidation des régimes politiques. Parallèlement, la création d'organismes continentaux et régionaux a marqué des efforts concertés visant à stabiliser la région. L'Organisation de l'Unité Africaine (OUA) avait été créée en 1963 pour promouvoir l'unité et la solidarité entre les nations africaines. Son but était aussi de soutenir le processus de décolonisation et de promouvoir la lutte contre l'apartheid. Par ailleurs, la Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) a été créée en 1975 en tant que bloc économique régional visant à promouvoir la coopération économique, le développement régional, la démocratie et les droits de l'homme.

- **Entre 1990 et 2010**, on constate une moindre fréquence des coups d'État et une moindre dispersion géographique par rapport à la période précédente. Toutefois, la zone sahélienne est demeurée particulièrement instable, illustrant ses défis persistants en termes de gouvernance et de stabilité politique. Des coups d'État ont frappé le continent, initiés en grande partie par des officiers militaires. Malgré ces soubresauts, une relative accalmie a prévalu, tandis que de nombreux pays entamaient des transitions démocratiques. Pendant cette période, la stabilité politique en Afrique a donc globalement progressé, simultanément à un renforcement des normes régionales et continentales. Lors du Sommet d'Alger de l'OUA, en 1999, a été adoptée une décision interdisant aux auteurs de coups d'État d'assister aux futures rencontres. Ensuite, la Décision de Lomé, adoptée lors du sommet de 2000, a marqué l'adoption d'une politique de tolérance zéro à l'égard des coups d'État. Enfin, l'établissement de l'Union Africaine en 2002, succédant à l'OUA, a consolidé les efforts visant à promouvoir l'unité politique, le développement socio-économique, la démocratie et les droits de l'homme sur le continent.

- **La haute fréquence et la concentration des coups d'État dans la zone sahélienne à partir de 2011 et particulièrement depuis les années 2020**. Les pays avec une fréquence élevée sont concentrés dans la zone sahélienne, à l'exception du Gabon et de la Guinée. Les auteurs de coup ont pu être encouragés par un effet d'émulation généré par la succession de coups rapprochés dans la région. Comme indiqué dans le **Tableau 2**, le nombre de coups d'État réussis a augmenté sur le continent au cours de cette période, avec des taux de réussite respectifs de 47 % entre 2010 et 2019, et de 64 % entre 2020 et 2023. Le taux de réussite observé au cours de la dernière décennie répertoriée, qui n'est pas encore terminée, est comparable voire déjà supérieur à ceux qui prévalaient dans les années 50 et jusqu'à

5 - Bénin, Burkina Faso, Cameroun, République centrafricaine, Tchad, Comores, République Démocratique du Congo, Djibouti, Gabon, Niger, Sénégal et Togo.
6 - Réussis et manqués, selon les dernières données (actualisées en septembre 2023) des politologues américains Jonathan M. Powell et Clayton L. Thyne.

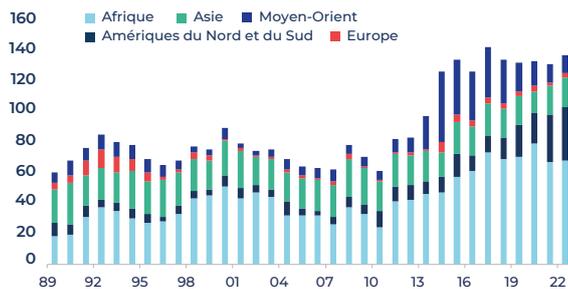
la fin des années 1960. Les coups d'État ont régulièrement été précédés d'une dégradation sécuritaire, particulièrement liée à l'activité de groupes terroristes djihadistes. Par ailleurs, cette situation favorise les trafics d'armes, de migrants et de matières précieuses en contrebande à travers le Sahara, en direction de l'Afrique du Nord, de l'Europe et du Moyen-Orient. Si la concentration dans la zone sahélienne est remarquable ces dernières années, il convient de noter que ces pays avaient, pour la plupart, un historique déjà riche en matière de coups d'État.

Les récents événements dans le Sahel, s'inscrivent enfin, dans un contexte où l'ordre mondial évolue, avec la présence d'acteurs étrangers aux intérêts variés dans la région. Par exemple, la présence et la stratégie de la Russie, notamment via l'utilisation des mercenaires du groupe Wagner – rebaptisé *Africa Corps* – dans le cadre de la protection des juntes, est un facteur commun aux pays ayant connu des coups d'État ces dernières années.

Un continent toujours en proie aux risques sécuritaires et politiques, en particulier au Sahel

La détérioration récente de la situation sécuritaire en Afrique, particulièrement dans la zone sahélienne, signalait un risque accru depuis le début de notre décennie (Graphique 6).

Graphique 6 - Nombre de conflits actifs, par région



Sources : Uppsala Conflict Data Program, Coface

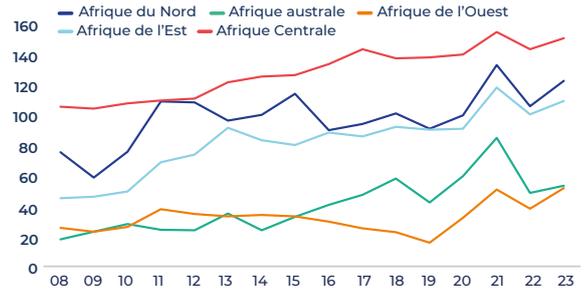
L'incapacité des gouvernements – même soutenus par des forces extérieures (en particulier la France, notamment via l'opération Barkhane dans le Sahel, entre 2014 et 2022) – à réduire l'insécurité liée au terrorisme djihadiste, la corruption, la pauvreté et l'insécurité alimentaire a nourri un climat de méfiance à leur égard. Ce contexte a favorisé l'émergence d'une situation où les forces armées prennent le relais des autorités civiles en place. La défiance envers les élites politiques et le désenchantement à l'égard des processus de démocratisation leur ont facilité la tâche.

Pour évaluer les risques politiques, Coface dispose également d'un indice de fragilité politique et sociale⁷, qui vise à mesurer les risques de troubles sociaux et de heurts politiques. Il intègre diverses variables socio-économiques en distinguant les facteurs de frustration (appelés « pressions ») comme le chômage, l'inflation, les inégalités et la corruption et les moyens utilisés pour mobiliser les populations à exprimer ces frustrations (appelés « instruments »), tels que l'accès à Internet, le niveau d'éducation et le taux d'urbanisation. L'indice prend également en compte certaines mesures de fragilité des institutions. Le score de cet indice varie entre 0 % (risque faible) et 100 % (risque extrême).

Aussi, nos indicateurs de risques politiques montraient également une détérioration particulièrement prononcée en Afrique. En 2023, l'Afrique a enregistré l'indice moyen le plus élevé (56 %) par rapport aux autres régions du monde. Dès lors que l'on se penche sur l'évolution de l'indice au sein du continent africain et, plus précisément, par sous-région

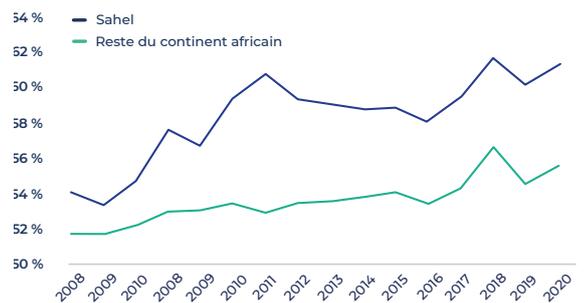
(Graphique 7), l'Afrique centrale se distingue, affichant un indice moyen de 62 % sur la période 2008-2023. En revanche, l'indice moyen en Afrique de l'ouest révèle des niveaux relativement plus bas, bien que reflétant des niveaux hétérogènes : le Nigeria atteint 63 % en 2023, la Guinée 62 %, tandis que le Cap-Vert enregistre 28 % la même année. Enfin, le Graphique 8 révèle un indice constamment plus élevé dans la région du Sahel par rapport à la moyenne observée dans l'ensemble des autres pays du continent africain, le score élevé du Soudan y contribuant grandement. Le score du Niger présentait une tendance à la hausse entre 2016 et 2020, passant de 46,1 % à 51,3 %. Son niveau le plus élevé avait été atteint en 2011, année suivant une tentative de coup d'État réussie. Ce pays, comme le Burkina Faso (touché par deux coups en 2022) et le Mali (avec des coups en 2020 et 2021), est confronté à une série de défis, notamment la pauvreté, l'insécurité alimentaire et les attaques djihadistes, malgré la présence de forces françaises et internationales. De plus, jusqu'à récemment, l'évolution de l'indice pour le Sahel, entre 2008 et 2014, se distingue nettement de celle des autres pays du continent, avec une augmentation marquée, en particulier depuis 2012. Les conflits armés et les opérations militaires, notamment celles liées à la lutte contre le terrorisme, et l'instabilité régionale, ont contribué à aggraver les tensions sociales et politiques.

Graphique 7 - Indice moyen de fragilité politique et sociale par sous-région du continent africain



Source : Coface

Graphique 8 - Indice moyen de fragilité politique et sociale au Sahel* et sur le reste du continent africain



Source : Coface

* Burkina Faso, Mali, Mauritanie, Niger, Soudan et Tchad

En outre, bien que le Gabon ne soit pas confronté aux mêmes défis sécuritaires que les pays du Sahel, son score révélait aussi un risque élevé. Avec un score de 69,4 % en 2023, en augmentation de 1,5 point de pourcentage par rapport à 2022, le pays d'Afrique centrale se hisse au 12^{ème} rang de notre classement mondial des pays les plus risqués. Le coup d'État survenu en 2023 se rapproche de celui intervenu en Guinée en 2021, car concernant des dirigeants au pouvoir depuis longtemps, qui souvent, tentent de modifier la constitution pour s'y maintenir.

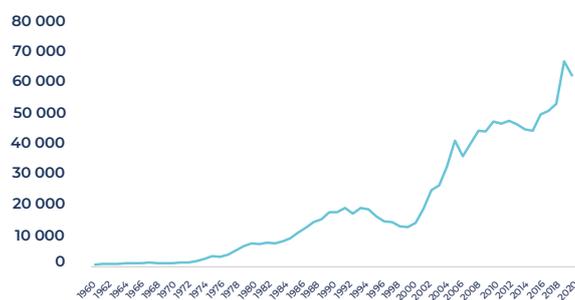
L'aide publique au développement est cruciale pour de nombreux pays africains, mais aussi un outil stratégique pour les pays donateurs

De nombreux pays africains sont confrontés à un endettement important, une situation aggravée par un accès au financement plus restreint à cause de la montée des taux d'intérêt, alors que les besoins de financement restent toujours importants. Dans ce contexte, les flux d'Aide publique au développement (APD), enregistrés dans la balance des paiements, peuvent jouer un rôle crucial en fonction des pays, en compensant partiellement divers déficits de financement. Ainsi, l'incertitude politique, conjuguée à la fréquence élevée des coups d'État, rend difficile le maintien des investissements et des programmes d'aide dans la région, accentuant les difficultés financières du continent.

Plus précisément, bien que l'APD à destination de l'Afrique ait diminué en 2022, avec un déclin de 7,8 % du soutien à l'Afrique subsaharienne en raison de la guerre en Ukraine et de l'instabilité politique sur le continent, son évolution depuis 1960 témoigne d'une hausse quasiment régulière, particulièrement accentuée depuis le début des années 2000 (**Graphique 9**).

L'APD demeure une composante importante du Revenu National Brut (RNB) de certains pays bénéficiaires. En Afrique subsaharienne, l'APD nette représentait 3,4 % du RNB en 2021 et 4 % en 2020⁸. Au Mali, l'APD atteignait environ 1,4 milliard de dollars USD en 2021, soit 30 % du budget total de l'État. Toutefois, les flux d'APD varient considérablement d'un pays à l'autre (**Graphique 9.bis**) et d'une année sur l'autre. Alors que certains pays, tels que le Bénin, la Gambie, le Niger, le Nigeria ou encore le Togo ont connu une augmentation notable de l'APD entre 2015 et 2017, celle-ci a nettement diminué pour le Libéria et la Sierra Leone¹¹. Pour certains pays, les flux nets d'APD en pourcentage de leur RNB n'ont jamais été très élevés tout au long de la période, car leurs économies étaient de taille plus importante et capables de générer des revenus par d'autres moyens

Graphique 9 - Évolution de l'APD nette⁸ reçue en Afrique subsaharienne⁹ (Millions USD courants)



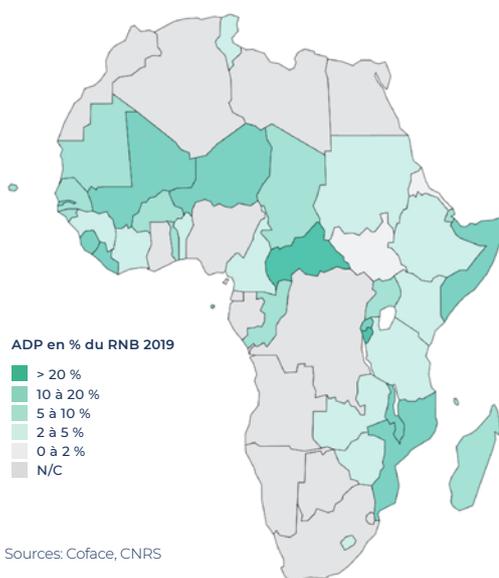
Sources : OCDE, Coface

que les aides. Par exemple, l'Afrique du Sud affiche une moyenne de flux nets équivalant à 0,29 % de son RNB entre 1993 et 2022. Inversement, dans le cas de la Guinée-Bissau, les flux nets d'APD correspondent en moyenne à 30,9 % du RNB sur la période 1975-2022. De plus, pour certains des pays, la part de l'APD dans leur RNB reste relativement faible sur l'ensemble de la période, mais augmente soudainement lors d'années marquées par l'instabilité politique. Un exemple marquant est celui de la République démocratique du Congo en 2003, où l'APD représentait environ 62 % du RNB. Cette année a été caractérisée par un tumulte politique suivant la fin de la guerre civile, la signature d'accords de paix, des élections historiques et le déploiement d'une mission de maintien de la paix des Nations Unies.

C'est pourquoi, nous avons décidé de nous concentrer spécifiquement sur l'impact des coups d'État sur les flux d'aides étrangères¹². Cette approche nous permet aussi de mettre en lumière le rôle crucial des flux d'APD en tant que possibles leviers de sanction. Par exemple, plusieurs pays donateurs et organisations internationales donatrices ont choisi de suspendre leur aide dans l'optique de sanctionner le non-respect des principes démocratiques, comme en témoigne la suspension des projets en cours dans le cadre de l'APD¹³ française au Niger et au Burkina Faso en 2023.

En outre, l'analyse de l'impact des coups d'État sur l'APD, permet d'obtenir des résultats plus robustes qu'en étudiant celui sur des variables macroéconomiques, telles que la croissance du PIB ou les investissements directs étrangers (IDE), qui comportent divers défis méthodologiques. Outre les difficultés liées à la disponibilité et à la fiabilité des données, il est également difficile de démêler l'effet direct d'un coup d'État de celui d'autres chocs exogènes, surtout dans le cas des coups d'État récents, étant donné que ces pays ont été frappés par les effets successifs de la pandémie de COVID-19, de la guerre en Ukraine et du resserrement monétaire au niveau mondial. De plus, ces coups surviennent souvent dans un contexte de tensions politiques et sociales préexistantes, ce qui crée un biais d'endogénéité et rend l'analyse encore plus complexe.

Graphique 9.bis - Aide publique au développement en % du Revenu National Brut - 2019



Sources : Coface, CNRS

8 - L'APD nette comprend les décaissements de prêts consentis à des conditions préférentielles, déduction faite des remboursements du principal, ainsi que des subventions accordées par les organismes officiels des membres du Comité d'Aide au Développement (CAD), par les institutions multilatérales et par les pays non-membres du CAD.

9 - 48 pays sont compris dans l'échantillon.

10 - <https://data.worldbank.org/indicator/DI.TODA.ODAT.GN.ZS?locations=ZG>

11- DEPENDANCE VIS-A-VIS DE L'AIDE PUBLIQUE AU DEVELOPPEMENT (APD) EN AFRIQUE DE L'OUEST – Insa SANE, Moustapha SANE et Abdou Aziz NIANG (2022).

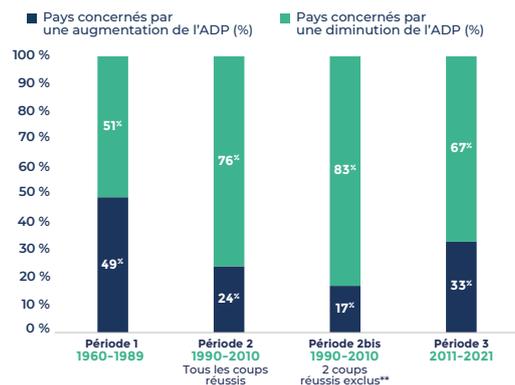
12 - L'aide étrangère, ou aide publique au développement (APD), est définie par le Comité d'aide au développement (CAD) de l'Organisation de Coopération et de Développement Économiques (OCDE) comme "l'aide publique constituée de dons ou de prêts accordés à des pays ou territoires par le secteur officiel, et destinée à promouvoir le développement économique et le bien-être des pays en développement" (2014). L'aide humanitaire peut être incluse dans les contributions de certains de ces donateurs.

13 - Sauf pour l'aide humanitaire, quelques projets spécifiques pour les populations dans des situations similaires, et certains projets réalisés par les partenaires avec des financements multilatéraux (dont l'interruption pourrait engendrer des risques juridiques), les organisations autonomes telles que les collectivités, les universités et les ONG peuvent continuer leur coopération sans le soutien financier de l'État

Les donateurs du Comité d'aide au développement de l'OCDE pénalisent-ils les coups d'État réussis en ajustant leur aide ?

Nous analysons la variation des décaissements totaux de l'APD¹⁴ (Graphique 10) par habitant entre l'année avant (t-1) et celle après le coup d'État réussi (t+1) avec des données de panel de 1960 à 2021¹⁵, pour les pays africains où ont eu lieu des coups d'État (en t) et pour lesquels nous avons les données. Nous prenons en considération les trois périodes définies plus haut (1960¹⁶-1989, 1990-2010 et 2011-2021) pour analyser les flux d'APD en réponse à un coup d'État réussi. Cela nous permet d'étudier les comportements des 30 pays donateurs du Comité d'aide au développement (CAD) de l'OCDE et de mettre en perspective les évolutions historiques. La seconde période, s'étendant de 1990 à 2010, est analysée en considérant deux échantillons. Le premier (Période 2) inclut l'ensemble des coups réussis sur cette période. Le deuxième échantillon (Période 2.bis) exclut deux coups d'État réussis particuliers de notre analyse : ceux provoqués par le génocide des Tutsis au Rwanda (1994) et la guerre civile en Sierra Leone (1992, la guerre a débuté en 1991), deux évènements qui se sont accompagnés de crises humanitaires massives qui ont forcé une réponse de la communauté internationale.

Graphique 10*. Variation des flux d'APD (prix constants) par habitant entre t+1 et t-1 de tous les donateurs du CAD de l'OCDE par période

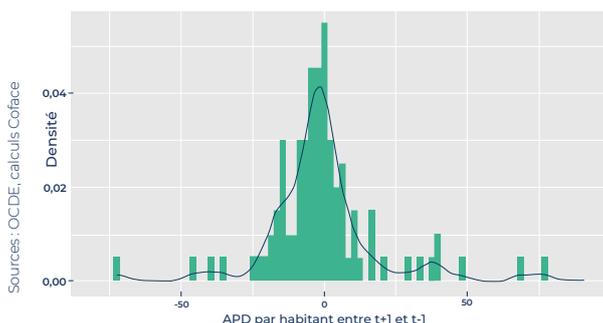


* Ces histogrammes ne quantifient pas l'impact causal d'une tentative de coup d'État (réussie à l'année t) sur les flux d'APD. L'échantillon comporte 96 observations, c'est-à-dire les coups réussis en Afrique pour lesquels les données sont disponibles
** En excluant le coup d'État de 1994 au Rwanda (génocide des Tutsis) et celui de la Sierra Leone en 1992 (guerre civile qui a débuté en 1991)

Sources : OCDE, calculs Coface

- Pendant la période 1960-1989, les variations des flux d'APD étaient équilibrées, avec 49 % des variations correspondant à des augmentations et 51 % à des diminutions. Cette répartition équilibrée entre augmentations et diminutions d'APD suggère que les pays donateurs du CAD de l'OCDE ne sanctionnaient pas systématiquement les coups d'État réussis. Pendant cette période, les donateurs utilisaient leur aide comme un outil économique et politique pour maintenir leur influence, en particulier en Afrique subsaharienne. Ainsi, l'aide étrangère était un levier géopolitique pour influencer les alliés potentiels dans le monde en développement. En outre, comme le montre le Graphique 11, les variations des flux d'APD

Graphique 11 - Évolution des versements d'APD par habitant (2021 USD) entre t+1 et t-1 pour la période 1960-1989



Sources : OCDE, calculs Coface

entre t+1 et t-1 étaient pour la grande majorité et à quelques exceptions près, proche de 0, renforçant ainsi l'idée selon laquelle les coups d'État réussis avaient peu d'impact sur les flux d'APD. Cette conclusion est confirmée dans une approche économétrique présentée dans l'Encadré 1.

Encadré 1 - L'effet d'un coup d'État réussi en Afrique sur les flux d'APD

Pour compléter nos conclusions issues des Graphiques 9 et 10, nous estimons l'effet¹⁷ du changement de régime provoqué par un coup d'État en Afrique sur les flux d'aide du CAD de l'OCDE¹⁸ reçus par les pays concernés par ces coups. Une hypothèse clé, en lien avec la nature endogène des coups d'État, est que les tentatives de coups d'État réussis sont exogènes des déterminants des flux d'APD. Nous considérons qu'il est peu probable que les facteurs affectant les flux d'APD (tels que le développement économique, la qualité de la gouvernance, les relations coloniales, la nature de l'armée) influent également sur les chances de succès d'un coup d'État.

Nous effectuons une régression par les Moindres Carrés Ordinaires (MCO) pour expliquer la variation de l'APD par habitant entre l'année précédant et celle suivant le coup d'État avec des données de panel de 1960 à 2021, pour les pays africains où ont eu lieu des coups d'État et pour lesquels nous avons les données. Notre variable explicative d'intérêt est une variable binaire indiquant si le coup a été réussi ou manqué selon la définition de Jonathan M. Powell et Clayton L. Thyne. Nous incluons également des variables de contrôle propres aux caractéristiques politiques, sociales, et économiques des pays.

$$\Delta APD_{d,r,t} = \alpha + \beta * COUP_REUSSI_{r,t} + \gamma APD_{d,r,t-1} + \phi X_{r,t-1} + \epsilon_{d,r,t}$$

- Où :
- t désigne les années-pays au cours desquelles des tentatives (réussies ou manquées) de coup d'État ont eu lieu dans le pays bénéficiaire r ;
 - $\Delta APD_{d,r,t}$ correspond aux variations dans le total des décaissements nets¹⁹ d'APD, exprimés par habitant du donateur d (pays donateur du CAD de l'OCDE) au bénéficiaire r (pays africain où a eu lieu un coup d'État en t) entre l'année précédant le coup d'État (t-1) et l'année suivant le coup d'État (t+1) ;
 - $X_{d,r,t}$ inclut des variables de contrôle²⁰ liées au pays récipiendaire en t-1, en partant de l'hypothèse clé selon laquelle la variable binaire COUP_REUSSI est exogène aux flux d'aide conditionnels à $X_{d,r,t}$. Ces variables incluent, par exemple, le logarithme du PIB par habitant, le score Polity2 de Polity IV, une mesure de la démocratie sur une échelle de -10 (monarchie héréditaire) à 10 (démocratie consolidée), ou encore le nombre de votes à l'ONU alignés avec ceux des États-Unis, de la France et du Japon (proxy de la distance géopolitique entre le pays r et le donateur d).

Nous avons estimé cette équation sur les deux premières périodes pour confirmer nos hypothèses de changement de comportements des flux d'APD suite à un coup d'État. Nous n'avons toutefois pas estimé cette équation pour la période 2010-2021 qui n'est composée que d'une dizaine d'observations.

Sur la période 1960-1989, le coefficient associé à la variable relative aux coups d'État (COUP_REUSSI) n'est pas significatif. Cela confirme nos analyses graphiques (Graphiques 9 et 10) sur le comportement des pays donateurs pendant la Guerre froide. Leurs intérêts géopolitiques et économiques ont probablement affaibli leur volonté de conditionner politiquement l'APD. En revanche, sur la période post-Guerre froide jusqu'à 2010, le coefficient relatif à la variable COUP_REUSSI est négatif et significatif au seuil de confiance 10 %. Ainsi, les donateurs du CAD de l'OCDE auraient réduit le montant des versements d'aide en réponse aux coups d'État, toutes choses étant égales par ailleurs.

- La période 1990-2010 illustre un changement de comportement dans l'attribution de l'APD des pays donateurs. On voit en effet que les coups d'État réussis ont contribué à entraîner une réduction significative de l'aide étrangère. Pour la Période 2, on constate des diminutions d'APD pour 76 % d'entre eux. En excluant les coups d'État réussis au Rwanda (1994) et en Sierra Leone (1992) dans la Période 2.bis, les résultats sont encore plus probants, avec des diminutions d'APD pour 83% des coups réussis. Le Rwanda était également fortement tributaire de l'APD, notamment en 1994, où celle-ci représentait 95 % de son RNB selon les données de l'OCDE. Enfin, relativement à la première période, la période post Guerre froide est caractérisée par des comportements de sanctions plus visibles. À titre d'exemple, les diminutions les plus élevées d'APD par habitant ont été enregistrées à la suite du coup réussi à Sao Tomé et Príncipe en 2003 (avec une diminution de 45,6 millions USD), en Gambie en 1994 (baisse de 34,9 millions USD), ainsi qu'en Côte d'Ivoire en 1999 (diminution de 22,2 millions USD). Les efforts collectifs des donateurs pour promouvoir la bonne gouvernance et la démocratie, et pour pénaliser les coups par une réduction de l'aide sont devenus une norme depuis le début des années 1990, avec l'émergence du concept de conditionnalité politique. Tout comme pour la première période, une analyse économétrique décrite dans l'Encadré 1, valide nos résultats.

• **En considérant la période plus récente (2011-2021)**, on observe des augmentations d'APD entre t+1 et t-1 pour 33 % des coups d'État réussis, tandis que 67 % montrent des diminutions, ce qui représente un changement par rapport à la période précédente. Cette tendance suggère que la période 3 se rapprocherait davantage de la période 1 sur le plan géopolitique, où les donateurs semblaient moins sanctionner les coups en diminuant leur aide. Cela suggère que les comportements adoptés dans la période la plus récente, marquée par un retour des intérêts géostratégiques dans un monde multipolaire, ainsi que des luttes d'influence sur le continent africain, sont plus comparables à ceux de la Guerre froide. La fréquence élevée des coups d'État réussis sur le continent durant cette période se déroule dans un contexte marqué par la multiplication d'acteurs - étatiques ou non - offrant des alternatives sécuritaires ou économiques. À la Chine et la Russie, se sont en effet ajoutées des pays émergents comme l'Inde, la Turquie, les Émirats Arabes Unis, ou encore l'Arabie Saoudite, mais aussi des pays avancés comme les États-Unis, l'Allemagne, le Japon et Israël.

La vague récente de coups d'État depuis 2019 révèle que, malgré les sanctions et suspensions mises en œuvre par l'Union Africaine et les blocs régionaux, les coups persistent sur le continent. De plus, si des sanctions sont mises en place, elles sont souvent temporaires. La CEDEAO s'est vue contrainte de lever certaines sanctions contre le Mali, la Guinée et le Niger, après que les juntes

ont présenté des feuilles de route pour un retour à la démocratie. Les sanctions restantes ont été levées lorsque la CEDEAO a réalisé qu'elles étaient contre-productives pour le processus de retour à la démocratie, affectant davantage la population que les dirigeants militaires. La menace des trois juntes sahéennes de se retirer des instances régionales a également pesé dans cette décision. Par ailleurs, en plus des considérations humanitaires, les donateurs considèrent l'aspect violent ou non du coup. De fait, les coups sahéens récents se sont déroulés avec peu de violence.

Si les résultats de l'analyse statistique des variations d'APD entre l'année précédant un coup réussi et l'année suivante permettent d'observer une tendance jusqu'à 2021, les coups les plus récents n'ont pas pu être inclus dans l'échantillon faute de données. Cependant, nous pouvons émettre l'hypothèse que si l'on note déjà un recul des sanctions par le recours à une diminution de l'APD entre 2011 et 2021, les effets de la guerre en Ukraine en termes de fragmentation géopolitique mondiale et de non-alignement d'une large partie du continent africain avec le bloc occidental pourraient renforcer cette tendance. Cette nouvelle configuration pourrait limiter l'utilisation de l'APD comme levier de pression, en particulier par le bloc occidental, envers les perpétrateurs de coups d'État, qui ont l'opportunité de se rapprocher de grands pays émergents déjà présents en Afrique avec des stratégies diplomatiques et commerciales bien définies.

14 - Données de l'OCDE et des flux nets de l'APD des pays du CAD vers des pays africains.

15 - Nous nous arrêtons à 2021 car nous nous intéressons aux variations entre t+1 et t-1, et les données de 2022 étaient les dernières données disponibles au moment de la rédaction de l'article.

16 - Premières données disponibles.

17 - En nous inspirant de la méthodologie utilisée dans l'article suivant : Takaaki Masaki, Coups d'État and Foreign Aid, World Development, Volume 79, 2016, Pages 51-68, ISSN 0305-750X, <https://doi.org/10.1016/j.worlddev.2015.11.004>

18 - Les données d'APD chinoises et russes vers l'Afrique ne sont donc pas incluses dans notre cadre d'analyse.

19 - Et non les engagements en matière d'APD.

20 - Nous incluons également dans notre modèle : une variable binaire capturant si le pays r est une ancienne colonie française ; une variable binaire capturant si un pays donné fait partie d'une alliance militaire (ou d'un traité militaire de défense mutuelle, de non-agression, d'entente et/ou de neutralité) avec l'un des cinq principaux donateurs bilatéraux : les États-Unis, le Royaume-Uni, l'Allemagne, le Japon et la France ; un indicateur de fragmentation ethnique ; les terres agricoles en pourcentage de la superficie ; le nombre d'années au pouvoir du dirigeant ; si ce dernier a été élu démocratiquement ; si ce dernier a déjà été membre de l'armée ; le commerce bilatéral avec la France et les États-Unis ; et les capacités militaires, c'est-à-dire le log de du nombre de militaires dans l'armée.

RÉSERVE

Le présent document reflète l'opinion de la recherche économique de Coface, à la date de sa rédaction et en fonction des informations disponibles ; il pourra être modifié à tout moment, les informations, analyses et opinions qu'il contient ont été établies sur la base de multiples sources jugées fiables et sérieuses ; toutefois, Coface ne garantit en aucun cas l'exactitude, l'exhaustivité ou la réalité des données contenues dans le présent document. Les informations, analyses et opinions sont communiquées à titre d'information et ne constituent qu'un complément aux renseignements dont le lecteur dispose par ailleurs. Coface n'a aucune obligation de résultat mais une obligation de moyens et n'assumera aucune responsabilité pour les éventuelles pertes subies par le lecteur découlant de l'utilisation des informations, analyses et opinions contenues dans le présent document. Ce document, ainsi que les analyses et opinions qui y sont exprimées appartiennent exclusivement à Coface ; le lecteur est autorisé à les consulter ou les reproduire à des fins d'utilisation interne uniquement sous réserve de porter la mention apparente de Coface et de ne pas altérer ou modifier les données. Toute utilisation, extraction, reproduction à des fins d'utilisation publique ou commerciale est interdite sans l'accord préalable de Coface. Le lecteur est invité à se reporter aux mentions légales présentes sur le site de Coface.

COFACE SA

1, place Coste et Bellonte
 92270 Bois-Colombes
 France
www.coface.com